

Berne, le 9 février 2025

Communiqué de presse

Pas de politique environnementale sur le dos de la population et de l'économie

Succès pour l'alliance interpartis du NON contre l'initiative irresponsable

Un projet extrême, qui ignore les aspects économiques et sociaux : voici ce que la population suisse a rejeté aujourd'hui en masse, en balayant l'initiative dite de « responsabilité environnementale ». L'alliance interpartis « Non à l'initiative irresponsable » composée du PLR, du Centre, de l'UDC et soutenue par economiesuisse, l'Union suisse des arts et métiers et l'Union suisse des paysans, a su mettre en garde contre les dangers associés au texte des Jeunes Verts. Renoncement à la consommation, explosion des prix ou encore atteinte à la prospérité ont ainsi pu être évités. Ce succès marque un nouveau revers pour les Verts, leurs politiques d'interdictions et leur volonté d'imposer la décroissance.

Une Suisse durable repose sur trois piliers et non un seul : la protection de l'environnement ne peut pas se faire aux dépens de notre économie et du bien-être de la population. Après 2016 (initiative « pour une économie verte »), le peuple a confirmé aujourd'hui pour la deuxième fois la voie suivie jusqu'ici et enterré les volontés utopistes des Verts. L'alliance interpartis pour le NON n'a jamais remis en cause les responsabilités de notre pays en matière de politique environnementale. Cependant, la clé réside dans des conditions-cadres orientées vers la concurrence, favorisant l'innovation et le progrès. Ces dernières années, la Suisse a déjà fait d'importants progrès dans ce sens.

Un NON clair aux politiques d'interdiction et de décroissance

Le résultat de cette votation représente un rejet sans équivoque des politiques d'interdiction et de décroissance des Verts. Par le biais de cette initiative, il a été tenté une nouvelle fois d'imposer à tous un mode de vie souhaité par une infime minorité, à savoir celui du renoncement à la consommation, des interdictions et du démantèlement. Les mesures extrêmes que la Confédération aurait été contrainte de prendre auraient engendré un renchérissement généralisé, de la production jusqu'à la consommation, ainsi qu'une perte de prospérité. Une nouvelle fois, la classe moyenne, les plus faibles revenus, les PME ainsi que le secteur agricole auraient été les plus touchés.

Le signal donné par la population est donc clair. Au lieu de mettre en péril notre prospérité et notre modèle social avec des ambitions irréalistes, la Suisse doit suivre la voie actuellement suivie : celle d'une politique mesurée, qui ne nuit pas au bien-être individuel.

Contact

- Simone de Montmollin, conseillère nationale PLR, 079 691 40 92
- Sidney Kamerzin, conseiller national Le Centre, 079 415 59 36
- Nicolas Kolly, conseiller national UDC, 076 575 90 68
- Monika Rühl, directrice economiesuisse, 079 301 70 47
- Urs Furrer, directeur Union suisses des arts et métiers usam, 079 215 81 30
- Martin Rufer, directeur Union suisse des paysans, 078 803 45 54
- Adrian Michel, responsable campagnes, 078 602 67 02